

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de Basse-Normandie

Saint-Lô, le 04 juin 2014

Unité Territoriale de la Manche

Nos réf : LP/CL 2014-176

Affaire suivie par : Laurent PALIX

Courriel : laurent.palix@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 50 71 50 55 – Fax : 02 50 71 50 59

RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

**Objet :** Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Constitution de garanties financières pour la mise en sécurité de certains établissements en  
application de l'article R.516-1 du Code de l'Environnement

**Pétitionnaires :**

## I. Contexte

Le décret n°2012-633 du 3 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Dans le département de la Manche, les sociétés dont le montant des garanties à constituer est supérieur à 75 000 € (seuil en deçà duquel l'obligation de constitution ne s'applique pas) et l'échéance de leur constitution est fixée au 1er juillet 2014 sont listées dans le tableau suivant :

Exploitant	Commune	Rubrique (s)
ACPP	Digulleville	2565
Aurys	Carentan	2531
CPC	La Haye du Puits	2450
Electropoli	Isigny le Buat	2565
Elvia	Coutances	2565
KMG Ultra Pure Chemicals	Saint-Fromond	1111, 1130, 1171, 1200, 1431 et 1610
SIREC	Isigny-le-Buat	2713, 2714, 2791
SIREC	Périers	2712, 2713, 2714

L'échéancier de constitution est le suivant :

- 20% du montant total de la garantie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- 20% du montant total de la garanties pendant les 4 années suivantes ou 10% pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées au près de la caisse des dépôts et consignation.

En conséquence, les exploitants concernés doivent transmettre à Madame la Préfète pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 un document attestant de la constitution de garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières était à adresser au Préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013 au plus tard pour les sociétés précitées.

## II. Analyse de l'inspection

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation.
- $\alpha$  : indice d'actualisation des coûts.
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange.
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres.
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols.
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.



L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7
- TVA<sub>R</sub> : 20% (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières)
- TVA<sub>0</sub> : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6%.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à :

Établissement	Me	Mi	Mc	Ms	Mg	Mtotal
ACPP	38 968 €	0 €	285 €	26 575 €	15 000 €	91 563 €
Aurys	98 473 €	0 €	300 €	38 036 €	40 320 €	200 789 €
CPC	21 091 €	26 450 €	315 €	52 550 €	33 487 €	154 010 €
Electropoli	606 617 €	15 200 €	381 €	22 300 €	15 000 €	728 798 €
Elvia	81 474 €	0 €	23 375 €	50 350 €	18 318 €	198 384 €
KMG Ultra Pure Chemicals	91 275 €	0 €	330 €	<del>201 923 €</del> 35 500	87 552 €	245 913 €
SIREC Isigny le Buat	157 075 €	17 400 €	465 €	71 000 €	15 360 €	293 826 €
SIREC Périers	114 667 €	4 150 €	330 €	49 000 €	14 880 €	205 660 €

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site. Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

### III. Conclusion et propositions

Sur la base de ce qui précède et conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable aux projets d'arrêtés fixant les montants des garanties financières à constituer par les exploitants ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Pour la Directrice et par délégation  
Le chef de l'unité territoriale  
Inspecteur de l'environnement

Laurent PALIX